

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULOUSE**

N°1703391

ASSOCIATION PRESENCE LES TERRASSES
DE LA GARONNE et autres

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Armelle Geslan-Demaret
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 28 juillet 2017

54-035-02

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire rectificatif enregistrés les 22 et 24 juillet 2017 sous le n° 1703391, et un mémoire en réplique enregistré le 28 juillet 2017, l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne, l'Association France Nature Environnement Midi-Pyrénées et l'Association Nature Midi-Pyrénées, représentées par Me Terrasse, demandent au juge des référés, dans le dernier état de leurs écritures :

- 1°) d'ordonner, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution de l'arrêté n° 31-2017-04 du 12 juillet 2017, par lequel le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne a autorisé la destruction, le déplacement d'individus ainsi que la destruction, altération, dégradation d'aires de repos et/ou de reproduction d'espèces protégées dans le cadre de la réalisation du centre commercial Val Tolosa à Plaisance du Touch (Haute-Garonne), jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision ;

- 2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Les associations requérantes soutiennent que :

- elles justifient de leur intérêt pour agir au regard de leur objet et de leurs statuts ;
- un précédent arrêté du 29 août 2013 complété le 5 septembre 2014 a été annulé par un jugement du tribunal de céans n° 1304811 en date du 8 avril 2016 confirmé par un arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux n° 16BX01364 et 16BX01365 en date du 13 juillet 2017 ; l'arrêté contesté a été pris la veille du prononcé de l'arrêt de la cour ;
- l'urgence est constituée dès lors que les travaux vont débuter ; des travaux exécutés antérieurement ont entraîné la destruction de plusieurs stations protégées en violation des prescriptions de préservations prévues par le second arrêté de dérogation ; des procédures en manquement ont été engagées ; il existe une présomption d'urgence dès lors que l'arrêté litigieux ne doit pas être regardé comme portant sur un projet différent de celui de 2013 ; l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 13 juillet 2017 a déjà tranché le litige ; l'arrêté litigieux méconnaît le caractère exécutoire dudit arrêt ; l'arrêté omet de prendre en compte la présence sur

le site (secteur C), découverte en mai 2016, de l'espèce protégée du sérapias en cœur (sérapias cordigera) dont la destruction imminente n'est accompagnée d'aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation ; l'arrêté est exécutoire dès sa signature et certaines mesures doivent intervenir dès le mois de juillet ; les travaux de construction du centre commercial, à caractère irréversible pour les espèces protégées menacées, doivent intervenir dès la fin de l'été ; l'arrêté porte une atteinte grave et immédiate aux intérêts défendus par les associations requérantes ;

- il n'y a pas d'urgence à poursuivre les travaux au regard des intérêts économiques du promoteur Unibail Rodamco, premier groupe coté de l'immobilier commercial en Europe, doté d'un portefeuille d'actifs d'une valeur de 37,8 milliards ; le projet de centre commercial « Val Tolosa » est vieux de près de 15 ans ;

- l'économie générale du projet est identique à celle de 2013 ;

- la richesse du milieu subsiste malgré la réduction de 64 à 47 des espèces protégées présentes sur le site ;

- il existe un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué ;

- il ressort de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux que les trois conditions cumulatives prévues par le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement pour autoriser des dérogations au régime de protection stricte des espèces protégées ne sont pas réunies en l'espèce ;

- l'autorité administrative ne démontre pas, dans son 22^{ème} Considérant, qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante que les dérogations accordées ; bien que depuis la création de la ZAC en 2005, plusieurs dizaines d'espèces protégées aient été trouvées sur le site, il n'a pas été envisagé d'autres alternatives au choix d'implantation géographique en raison de l'état d'avancement du projet ; la circonstance que les pétitionnaires aient obtenu une autorisation de construire en 2009, au demeurant annulée, et que le périmètre de la ZAC ait été défini antérieurement est sans incidence sur l'obligation de rechercher des solutions plus satisfaisantes au titre de la législation sur les espèces protégées ; les intérêts économiques ne peuvent primer sur les intérêts écologiques ;

- le projet de centre commercial « Val Tolosa » ne répond pas à un intérêt public majeur ; la seule différence entre le projet soumis à l'autorisation de 2013 est la pose de panneaux photovoltaïques sur les ombrières des parkings et la création d'un cinéma dont l'autorisation vient d'être annulée ; cette notion exclut les intérêts purement privés comme en l'espèce ; en outre, il ne répond à aucune raison impérieuse justifiant l'atteinte aux espèces protégées par le droit européen ; les éléments retenus pour justifier l'existence de cet intérêt public majeur, soit le rééquilibrage du développement de l'agglomération toulousaine vers l'ouest, la création de 1470 emplois à temps plein et de 3000 emplois directs et indirects pendant la phase de chantier et la performance énergétique, ont déjà été écartés par la cour qui a relevé que sa surface allait au-delà de ce qui est admis par le SCOT, qui n'a pas été modifié depuis ; les nouveaux motifs invoqués, soit la participation financière pour moitié à l'aménagement de la route départementale d'accès, la création d'un crèche de 60 berceaux, la diversification de l'offre culturelle par la création d'un cinéma et d'une médiathèque, et la création d'une surface de vente de 2000 m² réservée aux producteurs biologiques locaux, ne sont pas de nature à justifier cette existence d'un intérêt public majeur ; il n'est pas exposé le bilan énergétique du bâtiment ; la prise en compte du SCOT par la cour était tout à fait justifiée ; l'accord cadre du 31 mars 2016 n'a aucune valeur contraignante ; le projet est isolé politiquement ;

- même si une partie des espèces protégées présentes à l'origine sur le site a été détruite lors des travaux de décapage effectués en 2013, la nouvelle demande de dérogation porte encore sur 4 espèces végétales, un insecte, 8 amphibiens, 3 reptiles et 31 oiseaux ; le site d'emprise revêt encore un intérêt écologique tout à fait remarquable ; les dérogations accordées nuisent au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans

leur aire de répartition naturelle ; les seuls apports de l'arrêté de 2017 par rapport à celui de 2013 résident dans l'augmentation des surfaces de compensation et la durée des mesures de suivi et de gestion qui sont passées de 20 à 30 ans ; le maintien de l'espèce protégée du sérapias en cœur qui a été omise par l'arrêté ne sera pas assuré.

Par un mémoire en défense, enregistré le 26 juillet 2017, le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, conclut au rejet de la requête.

Il fait valoir que :

- les requérantes ne peuvent se prévaloir d'une situation d'urgence ; l'arrêté contesté a été pris avant que l'arrêt de la cour ne soit rendu public ; il ne peut donc être invoqué une quelconque méconnaissance de son caractère exécutoire ; il fait suite à l'avis favorable du conseil national de la protection de la nature (CNP) émis le 19 juin 2017 ; l'absence d'impact du projet sur l'espèce du sérapias en cœur n'a pas conduit à une mesure de dérogation, mais elle n'est pas omise pour autant puisqu'une mesure d'évitement est prévue ; le maintien de l'arrêté attaqué permettra l'application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation liées aux espèces protégées qu'il prévoit, alors que durant la période de latence induite par la procédure contentieuse du précédent arrêté, des travaux de décapage des sols ont été menés faisant perdre en grande partie aux lieux leur caractère naturel ; au cours de l'été 2017 plusieurs opérations de capture et de transferts d'espèces protégées ou de banques de graines d'espèces végétales protégées doivent être conduites selon des protocoles scientifiques rigoureux et validés ; la surface construite d'élève à 110 439 m² de surface plancher et non 120 000 m² comme indiqué dans la requête, ce qui relativise l'impact ;

- il n'existe pas de doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué ;

- la notion d'absence de solution satisfaisante fait l'objet d'un contrôle du juge qui porte sur le principe même de la dérogation et qui s'opère au regard d'une balance des intérêts en présence ; le choix d'implantation a permis d'éviter des territoires à forts enjeux écologiques, l'urbanisation du plateau de la Ménude a déjà commencé sur 230 000 m², le PLU de la commune a été révisé en 2005 pour permettre la création de la ZAC, les suivis naturalistes effectués depuis 2013 ont permis de mettre en place des solutions alternatives dans l'aménagement et le suivi du chantier ;

- le projet présente un intérêt public majeur au sens de la jurisprudence la plus récente, qui n'exclut pas les projets privés ; il prend en compte les enjeux relatifs au développement durable, par l'installation de 35 000 panneaux photovoltaïques, d'une plate-forme d'accueil de transports en commun, la construction d'abris vélos, la mise à disposition de bornes de recharge électriques et l'instauration de 56 places réservées pour les véhicules électriques ; les enjeux sociaux et économiques sont également largement pris en compte avec la création de 1620 emplois équivalent temps plein, en concertation avec Pôle emploi pour cibler les jeunes au chômage dans les communes voisines et la création d'environ 3000 emplois sur la période de 36 mois que va durer le chantier ; les porteurs du projet se sont engagés par la signature d'un accord-cadre ; l'accès à la ZAC sera également financé par eux ; le projet s'insère dans le cadre du développement culturel et social de la commune avec la création d'une crèche de 60 berceaux, d'une médiathèque et d'une maison des associations de 250 m² prenant en compte l'augmentation de la population ; l'arrêt de la cour qui relève une prétendue opposition départementale et une prétendue incompatibilité avec le SCOT, ne peut être invoqué car entaché d'erreur de droit ; les opérations de desserte routière du site sont programmées ; au regard des nouvelles mesures proposées par les sociétés PCE et FTO, reprises dans l'arrêté contesté, notamment la prolongation sur 30 ans de la compensation, l'ajout de parcelles compensatoires et la mise en défens et gestion sur trente ans d'une partie du secteur C et du renforcement des engagements sociaux par la signature de l'accord cadre du 31 mars 2016, la mise en balance des

enjeux entre l'intérêt du projet et les atteintes portées par celui-ci à l'environnement permet d'écarter le moyen tiré de l'absence d'intérêt public majeur.

Par un mémoire en intervention enregistré le 27 juillet 2017, et un nouveau mémoire enregistré le 28 juillet 2017, la commune de Plaisance du Touch, représentée par Me Gallardo, conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir que :

- son intervention est recevable dès lors qu'elle a intérêt au maintien de l'arrêté attaqué ;
- l'urgence n'est pas caractérisée ;
- l'arrêté attaqué n'a pas pour effet ni pour objet d'autoriser les travaux de construction ; aucune destruction d'espèces animales n'est envisagée ; seuls des déplacements et des mesures de protection sont envisagés ; les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement qui sont ordonnées ne produisent qu'un impact très mesuré sur les variétés protégées ; ces mesures auront pour effet d'étendre les zones de présence des variétés protégées ; il est faux de prétendre qu'à l'occasion de la première exécution des travaux, la totalité des rosiers de France, des plants de trèfle écailleux et des renoncules à feuilles d'ophioglosse auraient été détruites ; l'incident ayant donné lieu à une plainte a été à l'origine d'une prolifération de rosiers et démontré qu'il ne s'agissait pas d'espèces fragiles ; l'effet de l'exécution de l'arrêté sur l'environnement est totalement marginal ; si l'analyse de l'atteinte à l'environnement est réalisée en prenant en compte les mesures de compensation, elle est nulle voire positive ; la zone n'est pas protégée ; il s'agissait auparavant de parcelles agricoles sans intérêt particulier ; l'exécution de l'arrêté attaqué ne produirait pas d'effet irréversible sur la parcelle elle-même ; aucune atteinte aux pieds de sérapias en cœur n'est caractérisée ; la mesure ME07 définit une zone de protection clôturée pendant trente ans autour de la zone où se trouvent ces pieds qui ne sera pas construite ;
- il n'y a pas d'atteinte à l'autorité de la chose jugée ; l'arrêté attaqué est sensiblement différent de l'arrêté du 29 août 2013 ; le projet global a considérablement évolué ; il a intégré de très nombreuses opérations d'intérêt général ; des études complémentaires ont été réalisées et les mesures décidées sont très différentes ; le dossier a été revu pour tenir compte des motifs d'annulation ;
- les objectifs d'intérêt général poursuivis par le projet bloqué depuis une dizaine d'années doivent être pris en considération ; il s'agit d'un site majeur de l'agglomération ; le projet permettra la réalisation d'un axe routier qui permettra de désengorger les voies existantes ; il prévoit la création d'une médiathèque et de plus de 1500 emplois ;
- il n'existe pas de doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué ;
- il n'y avait pas de solutions alternatives satisfaisantes ;
- le projet présente un intérêt public majeur au sens de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; l'arrêt de la cour est entaché d'une double erreur de droit.

Par un mémoire en défense, enregistré le 27 juillet 2017, les sociétés PCE et FTO, représentées par Me Bardon, concluent au rejet de la requête et à la condamnation des associations requérantes à leur verser une somme de 2000 euros au titre de l'article L. 761-1 du CJA et aux entiers dépens.

Elle font valoir que :

- le projet s'inscrit dans le cadre plus large d'une opération publique d'aménagement d'intérêt général du plateau de la Ménude, destinée à répondre à l'augmentation prévisible de la population du secteur ouest de l'agglomération toulousaine ; il a évolué ainsi qu'en prend acte l'accord cadre signé le 31 mars 2016 ; leur demande de dérogation, déposée en septembre 2016, a été amendée et a abouti à un avis favorable sous conditions du CNPN, le 19 juin 2017 ;

- il n'existe pas de doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué ;
- il présente un intérêt public majeur au sens de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; l'arrêt de la cour est entaché d'erreur de droit en ce qu'il se fonde sur une prétendue incompatibilité du projet avec le SCOT ;
- le projet est porteur d'intérêts publics économiques et sociaux plus nombreux qu'en 2013 en ce qui concerne les emplois directs et indirect créés, la participation du promoteur au financement de la réalisation de la RD 924, la crèche de 60 berceaux, la maison des associations, le cinéma et la médiathèque ; il est porteur de développement durable du fait de l'installation des panneaux photovoltaïques, la création d'un marché bio et d'un jardin pédagogique ;
- ces intérêts doivent être mis en balance avec l'atteinte concrète à l'environnement et maintien des espèces dans un état de conservation favorable compte tenu de l'avis du CNPN ; l'atteinte aux espèces protégées est faible après mesures d'évitement et de réduction et l'atteinte est nulle après compensation ; l'appréciation de la cour est entachée de dénaturation des pièces du dossier et d'inexactitudes matérielles ;
- il n'existait pas d'autre solution satisfaisante à la dérogation.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- la requête n° 1703390 enregistrée le 22 juillet 2017 par laquelle l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne et autres demandent l'annulation de l'arrêté du 12 juillet 2017 ;
- l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux n° 16BX01364 et 16BX01365 en date du 13 juillet 2017.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Armelle Geslan-Demaret, vice-présidente, pour statuer sur les demandes de référé.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Armelle Geslan-Demaret, juge des référés,
- les observations de Me Terrasse, avocat, représentant l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne et autres, qui confirment leurs écritures et soutiennent en outre que la question centrale du dossier est de savoir s'il y a ou non un nouveau projet, au regard de la violation de l'autorité de la chose jugée, rien n'a changé puisque l'autorisation d'ouverture d'une surface commerciale dont la surface de vente est la même a été délivrée en 2008, l'emprise au sol ayant augmenté, il s'agit toujours d'un centre commercial, même s'il est aussi « de loisirs », le SCOT de 2012 n'a pas été modifié, l'arrêté attaqué qui ne comporte pas moins de 22 Considérants n'y fait plus référence, l'urgence doit être présumée, les travaux de décapage sont imminents et les transferts de plants doivent être effectués avant la fin du mois de novembre, ils auront un caractère irréversible, l'arrêté attaqué est le seul qui manquait, le site présente un intérêt remarquable si l'on en croit l'avis du CNPN, même s'il s'agit d'anciennes terres agricoles en friche, des espèces protégées s'y sont développées, notamment les sérapias en cœur, qui sont toujours impactés même si l'arrêté ne les inclut pas, après révision de la demande en janvier 2017, alors qu'ils cohabitent avec les trèfles écaillés qui doivent être déplacés, le doute sérieux résulte principalement de l'absence d'intérêt majeur,
- les observations de Mme Viala, représentant le préfet de la Haute-Garonne qui

confirme ses écritures et fait valoir en outre qu'après avis du CNPN, il a été prévu de mettre en défens les pieds de sérapias en cœur comme le prévoit l'article 2 de l'arrêté en ME07, les déplacements « doux » sont prévus dans l'aménagement urbain de la ZAC, le seul cinéma de la commune de Plaisance du Touch doit fermer le 3 août 2017,

- les observations de Me Bardon et de Me Baron, représentant les sociétés PCE et FTO, qui confirment leurs écritures et font valoir en outre qu'il ne s'agit pas du même arrêté que celui soumis à la cour et le milieu a évolué, le nouvel arrêté a eu pour objet d'encadrer la gestion du site après l'annulation du premier qui avait été exécuté, il a également intégré les gains en matière d'intérêt public, les avis émis à titre consultatif ont été respectés, un dossier complémentaire a été déposé à la demande du préfet, au regard de la jurisprudence la plus récente, l'intérêt public majeur est constitué, les bénéfices du projet doivent être mis en balance avec l'impact résiduel sur le milieu après mesures d'évitement et de réduction, les mesures de compensation financées par le promoteur ont été considérablement améliorées en durée et superficie, le site n'est pas zone « Natura 2000 », un contrôle de proportionnalité sur les mesures doit être effectué, s'agissant d'une mesure de police,

- les observations de Me Gallardo représentant la commune de Plaisance du Touch qui confirme ses écritures et fait valoir en outre qu'elle entend contester les contrevérités énoncées par les requérantes quant à l'absence de soutien public du projet, et à l'existence réelle de la desserte du site par une ligne de bus n° 55, et souligner l'atteinte très minime portée aux espèces protégées alors qu'il ne s'agit pas d'un site exceptionnel.

La clôture de l'instruction a été prononcée, à l'issue de l'audience.

Sur l'intervention de la commune de Plaisance du Touch :

1. Considérant que la commune de Plaisance du Touch, qui soutient le projet de centre commercial « Val Tolosa », a intérêt au maintien de l'arrêté attaqué ; que par suite, son intervention en défense doit être admise ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)* » et qu'aux termes de l'article L. 522-1 dudit code : « *Le juge des référés statue au terme d'une procédure contradictoire écrite ou orale. Lorsqu'il lui est demandé de prononcer les mesures visées aux articles L. 521-1 et L. 521-2, de les modifier ou d'y mettre fin, il informe sans délai les parties de la date et de l'heure de l'audience publique (...)* » ; qu'enfin aux termes du premier alinéa de l'article R. 522-1 dudit code : « *La requête visant au prononcé de mesures d'urgence doit (...) justifier de l'urgence de l'affaire* » ;

3. Considérant que l'urgence justifie que soit prononcée la suspension d'un acte administratif lorsque l'exécution de celui-ci porte atteinte, de manière suffisamment grave et immédiate, à un intérêt public, à la situation du requérant ou aux intérêts qu'il entend défendre ; qu'il appartient au juge des référés d'apprécier concrètement, compte tenu des justifications fournies par le requérant, si les effets de l'acte litigieux sont de nature à caractériser une urgence justifiant que, sans attendre le jugement de la requête au fond, l'exécution de la décision soit

suspendue ; que l'urgence doit être appréciée objectivement et compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce ;

4. Considérant qu'à la suite d'une demande présentée par les sociétés SAS PCE et SNC FTO, titulaires d'un permis de construire n° PC-031424-16-C0015 un centre commercial et de loisirs délivré le 5 août 2016 par le maire de la commune de Plaisance du Touch (Haute-Garonne), le préfet de la Haute-Garonne, au vu d'un avis favorable avec réserves émis le 19 juin 2017 par le conseil national de protection de la nature (CNPN), leur a accordé, par un arrêté n° 31-2017-04 du 12 juillet 2017 pris sur le fondement des dispositions du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, une dérogation aux interdictions de capture, enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, de destruction, altération, dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées, d'arrachage et d'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées, dans le cadre de la réalisation de ce centre commercial « Val Tolosa » portant sur 46 espèces protégées, soit 3 espèces végétales, 1 insecte, 3 reptiles, 8 amphibiens et 31 espèces d'oiseaux ; que, par la présente requête, l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne, l'Association France Nature Environnement Midi-Pyrénées et l'Association Nature Midi-Pyrénées, demandent la suspension des effets dudit arrêté dont elles ont sollicité l'annulation par requête séparée enregistrée sous le n° 1703390 ;

5. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; 4° La destruction, l'altération ou la dégradation des sites d'intérêt géologique, notamment les cavités souterraines naturelles ou artificielles, ainsi que le prélèvement, la destruction ou la dégradation de fossiles, minéraux et concrétions présents sur ces sites ; 5° La pose de poteaux téléphoniques et de poteaux de filets paravalanches et anti-éboulement creux et non bouchés./ II. - Les interdictions de détention édictées en application du 1°, du 2° ou du 4° du I ne portent pas sur les spécimens détenus régulièrement lors de l'entrée en vigueur de l'interdiction relative à l'espèce à laquelle ils appartiennent. ». qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : 1° La liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi que des sites d'intérêt géologique, y compris des types de cavités souterraines, ainsi protégés ; (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de

nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ; que le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement permet de déroger aux interdictions prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 dès lors que sont remplies les trois conditions distinctes et cumulatives tenant, d'une part, à l'absence de solution alternative satisfaisante, d'autre part, à la condition de ne pas nuire au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et, enfin, à la justification de la dérogation par l'un des motifs qu'il fixe ;

6. Considérant, d'une part, que pour justifier de l'existence d'une situation d'urgence, les associations requérantes invoquent l'imminence de la réalisation des travaux sur le site dont il est constant qu'ils ont vocation à intervenir avant la fin de l'été 2017, leur caractère irréversible pour les espèces protégées menacées et l'atteinte grave et immédiate portée aux intérêts qu'elles défendent ; qu'il ressort des pièces versées au dossier que les sociétés bénéficiaires d'un arrêté de dérogation antérieur en date du 29 août 2013 complété le 5 septembre 2014, annulé par jugement du tribunal de céans n° 1304811 en date du 8 avril 2016 confirmé par un arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux n° 16BX01364 et 16BX01365 en date du 13 juillet 2017, ont fait l'objet d'une procédure de manquement en décembre 2015 et que le préfet ne leur a adressé une mise en demeure de se conformer aux prescriptions dudit arrêté que le 23 mai 2016, soit après son annulation par le tribunal ; que si le nouvel arrêté contesté en date du 12 juillet 2017 n'a pas pour effet, par lui-même, d'autoriser l'engagement des travaux de construction, son édicton est néanmoins un préalable indispensable dans la mesure où il est constant que des espèces protégées sur le plan national sont présentes sur ce site, notamment le sérapias en cœur, la rose de France et le trèfle épineux ; que si la première est mise en défens par la mesure ME07 de l'arrêté attaqué, il n'existe aucune garantie que cette mesure soit respectée ; qu'eu égard aux risques que comportent les dérogations accordées pour les espèces en cause, sans que le respect des mesures d'évitement, de réduction, de suivi et d'accompagnement soit garanti, la condition d'urgence doit, en l'espèce, être regardée comme remplie ;

7. Considérant, d'autre part, qu'en l'état de l'instruction le moyen tiré de ce que les trois conditions cumulatives prévues par le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement pour autoriser des dérogations au régime de protection stricte des espèces protégées ne seraient pas réunies, dans la mesure où le projet de centre commercial « Val Tolosa » ne répondrait pas à un intérêt public majeur, est de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué ; qu'en effet, le projet en cause ne diffère pas sensiblement de celui qui a donné lieu à l'arrêt susmentionné de la cour administrative d'appel de Bordeaux en date du 13 juillet 2017, qui a considéré que cette exigence n'était pas remplie ; que si le préfet de la Haute-Garonne allègue que l'analyse de la cour serait entachée d'erreur de droit, il appartient à l'autorité administrative compétente de se pourvoir en cassation si elle l'estime nécessaire, alors qu'en tout état de cause, le ministre en charge de l'environnement n'a pas défendu devant la cour ; que la signature d'un accord cadre, le 31 mars 2016, avec le président du conseil départemental et le maire de la commune, formalisant les engagements du promoteur quant à l'intégration du projet dans l'environnement, la création d'un cinéma et d'une médiathèque, la participation financière aux actions de soutien au petit commerce et à la réalisation du réseau routier n'apparaît pas de nature à remettre en cause cette appréciation ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, d'ordonner la suspension de l'exécution de l'arrêté attaqué au plus tard jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête au fond n° 1703390 ;

Sur les conclusions présentées au titre des articles L. 761-1 et du R. 761-1 code de justice administrative :

8. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : *« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation »* ; qu'aux termes de l'article R. 761-1 du même code : *« Les dépens comprennent les frais d'expertise, d'enquête et de toute autre mesure d'instruction dont les frais ne sont pas à la charge de l'Etat. / Sous réserve de dispositions particulières, ils sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances particulières de l'affaire justifient qu'ils soient mis à la charge d'une autre partie ou partagés entre les parties. / L'Etat peut être condamné aux dépens. »* ;

9. Considérant, d'une part, que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle aux conclusions des sociétés PCE et FTO, dirigées contre l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne et autres ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions des associations requérantes tendant à l'application desdites dispositions ; que, d'autre part, les sociétés PCE et FTO, ne justifient pas avoir engagé, dans la présente instance, des frais mentionnés à l'article R. 761-1 du code de justice administrative ; que, dès lors, leurs conclusions, tendant à la condamnation de l'Etat aux entiers dépens doivent être rejetées ;

O R D O N N E

Article 1^{er} : L'intervention en défense de la commune de Plaisance du Touch est admise.

Article 2 : L'exécution de l'arrêté du préfet de la Haute-Garonne en date du 12 juillet 2017 est suspendue au plus tard jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête au fond n° 1703390.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête de l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne et autres est rejeté.

Article 4 : Les conclusions des sociétés PCE et FTO tendant à l'application des dispositions des articles L. 761-1 et R. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : La présente ordonnance sera notifiée à l'Association Présence Les Terrasses de la Garonne, à l'Association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, à l'Association Nature Midi-Pyrénées, au préfet de la Haute-Garonne, au ministre de la transition écologique et solidaire, à la Société PCE, à la Société FTO (Foncière Toulouse Ouest) et à la commune de Plaisance du Touch.

Fait à Toulouse, le 28 juillet 2017,

Le juge des référés,

Le greffier,

Armelle Geslan-Demaret

Marie-Christine Kaminski

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Garonne, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance.

conforme,

Pour expédition

Le greffier,